

Étude de cas

L'Arménie prend pleinement en charge l'alimentation scolaire : un modèle d'engagement national et de développement durable

En juillet 2023, l'Arménie a franchi une étape majeure en assumant l'entière propriété, la gestion et le financement de son programme national d'alimentation scolaire, auparavant soutenu par le PAM. Cette transition, amorcée en 2016, s'inscrivait dans un plan global visant à renforcer le développement du capital humain et à garantir le bien-être des élèves. Depuis 2001, le PAM a aidé le gouvernement à gérer et financer le programme d'alimentation scolaire, fournissant des repas chauds aux enfants dans dix provinces, à l'exclusion d'Erevan, afin d'améliorer leur état nutritionnel et leurs capacités d'apprentissage.

Avec l'appui du PAM, les installations de restauration scolaire de 1 050 écoles ont été rénovées et équipées ; des projets d'agriculture scolaire ont été mis en place dans 60 écoles ; et les programmes d'alimentation scolaire sont passés d'une assistance en nature à un modèle basé sur des transferts monétaires, permettant aux écoles d'acheter localement leurs denrées alimentaires. Une agence nationale pour l'alimentation scolaire et la protection de l'enfance a également été créée pour faciliter la mise en œuvre du programme. En janvier 2023, le gouvernement a commencé à financer le programme dans les dix régions pour les enfants des classes du cours préparatoire au CM1 et, en juillet 2023, il en a assuré la gestion et le financement complets.

Le gouvernement prévoit désormais d'étendre le programme aux écoles de la province d'Erevan, auparavant exclue, ce qui pourrait bénéficier à un plus grand nombre d'enfants. Bien que le PAM ne gère plus le programme, il continue à apporter un appui technique, notamment en promouvant des pratiques comme l'économie circulaire, l'adoption d'énergies vertes et les vergers scolaires.

Cette transition témoigne de la collaboration réussie entre le PAM, le gouvernement arménien et d'autres partenaires, notamment la Fédération de Russie. Ce partenariat a permis d'assurer la pérennité du programme et d'amplifier son impact sur l'éducation et le bien-être des élèves. Après la transition, le gouvernement a reconnu les aides-cuisiniers et les jardiniers en tant que personnel scolaire, en leur versant un salaire. Cela a concerné environ 3 000 personnes, dont la grande majorité sont des femmes.

En 2024, le gouvernement a fourni des repas chauds à plus de 106 000 élèves de l'enseignement primaire dans dix provinces pendant les 180 jours de classe. Cela représente une couverture significative de 68 % des enfants d'âge primaire scolarisés dans l'ensemble du pays, à l'exclusion d'Erevan. Environ 86 % des écoles disposaient de cuisines et de cantines rénovées ; plus de 4 000 membres du personnel scolaire ont reçu une formation sur la gestion des repas scolaires ; et 2 500 femmes rurales ont été employées dans le cadre du programme.

Le gouvernement a mis en place un modèle dans lequel les fonds générés par les stations solaires et les ventes issues des projets agricoles scolaires sont réinvestis dans l'alimentation scolaire. Les centrales solaires produisent environ 3 437 950 kWh d'électricité par an, soit environ 387 000 dollars américains par an. Le programme a également aidé les communautés à répondre aux chocs, en accueillant des enfants déplacés de force du Haut-Karabakh. Le gouvernement travaille également à intégrer des produits à base de céréales complètes dans les menus scolaires.

En 2021, le gouvernement a rejoint la Coalition pour l'alimentation scolaire, s'engageant à rendre l'alimentation scolaire universellement disponible d'ici à 2030, à étendre la couverture à Erevan, à maintenir les allocations budgétaires et à intégrer l'alimentation scolaire dans la législation nationale sur l'éducation.

Figure 1

Progression de la couverture des programmes d'alimentation scolaire en Arménie

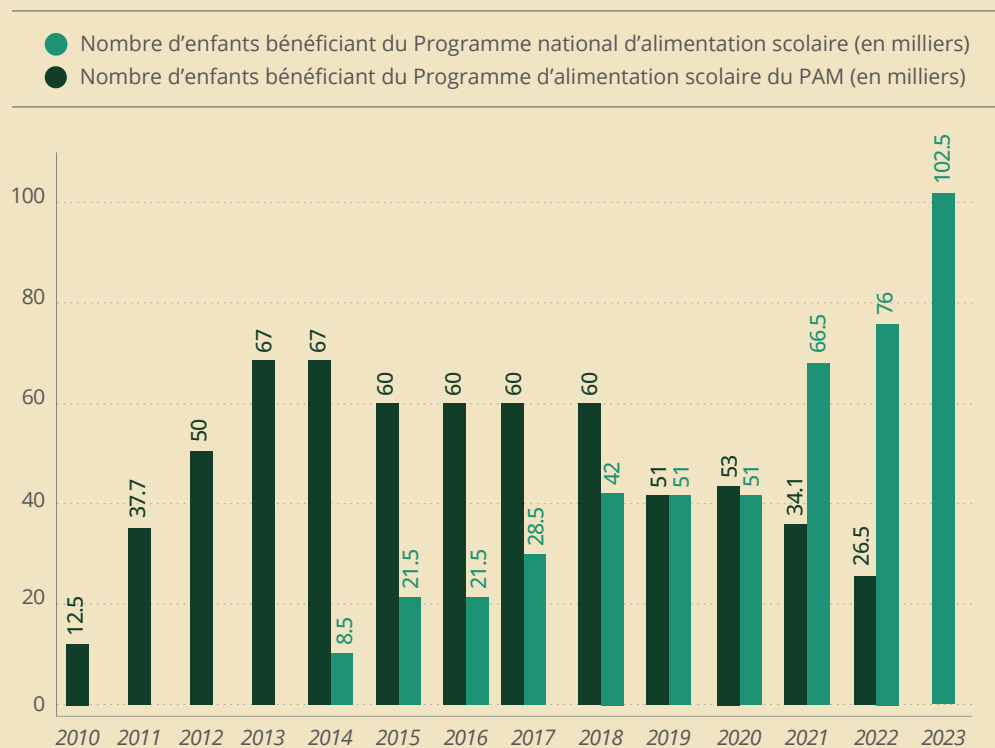
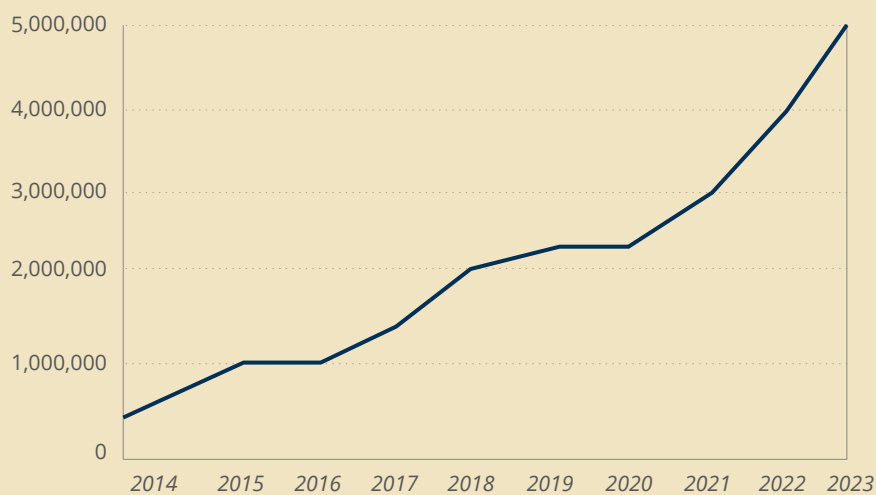


Figure 2

Budget alloué par le gouvernement pour l'année scolaire (180 jours de repas) en dollars américains



Étude de cas

Transition vers la gestion nationale du programme d'alimentation scolaire au Bénin

Le gouvernement du Bénin a été l'un des premiers à rejoindre la Coalition pour l'alimentation scolaire en 2021. Le président du Bénin, Patrice Talon, est un défenseur de la Coalition en raison de son leadership dans la priorisation de l'alimentation scolaire dans le pays, et de la manière dont le programme est devenu un exemple à suivre en Afrique de l'Ouest et au-delà. Après son élection en 2016, le président Talon, conscient du pouvoir transformateur des programmes d'alimentation scolaire pour les enfants du Bénin, a mis en place et rapidement développé le Programme national d'alimentation scolaire intégré (PNASI).

Ce programme, dont le budget annuel dépasse 50 millions de dollars américains, est principalement financé par le gouvernement béninois depuis son lancement en 2017, le PAM apportant un soutien à sa mise en œuvre au nom du gouvernement. Au fil des années, la couverture du programme s'est étendue de 31 % de l'ensemble des écoles primaires publiques en 2017 à 75 % en 2023, atteignant environ 1,4 million d'écoliers dans 5 709 écoles primaires publiques. Le programme a amélioré les taux d'inscription et de rétention scolaires, renforcé l'état nutritionnel des élèves et soutenu l'économie locale grâce à l'achat de produits agricoles locaux. Cet effort a permis d'augmenter la part des produits locaux achetés pour le programme, qui est passée de 24 % en 2021 à plus de 82 % en 2024, lorsque le PAM a transféré le programme au gouvernement.

Septembre 2024 a marqué une nouvelle étape dans l'évolution du Programme national d'alimentation scolaire intégré, avec le transfert de sa gestion à l'Agence nationale pour l'alimentation et la nutrition, créée à cet effet en juillet 2023. Cette transition s'inscrivait dans un processus préparatoire de longue haleine entamé dès le début du partenariat avec le PAM en 2017 afin de garantir la mise en place des systèmes et des capacités requis.

Le gouvernement a également soumis des engagements nationaux à la Coalition pour l'alimentation scolaire visant une couverture de 100 % d'ici à 2026, tout en améliorant l'efficacité et la qualité du programme.

Cette première année de mise en œuvre du programme national principalement assurée par l'Agence nationale pour l'alimentation et la nutrition voit le PAM accompagner le processus, afin d'assurer la bonne exécution des achats et des livraisons, tout en capitalisant les bonnes pratiques pour alimenter les apprentissages en matière de coopération Sud-Sud. La collaboration continue entre le PAM et le gouvernement du Bénin évoluera vers une nouvelle phase axée sur l'expérimentation à des fins d'apprentissage, en vue d'améliorer la qualité du programme, d'innover et de promouvoir des activités complémentaires pertinentes, ainsi que de renforcer les liens avec l'agriculture locale et la création d'emplois.

Étude de cas

La révolution de l'alimentation scolaire au Brésil : un exemple mondial pour lutter contre la faim, soutenir les agriculteurs et promouvoir la coopération internationale

Le programme brésilien d'alimentation scolaire remonte aux années 1950, avec le lancement de la Campagne pour les repas scolaires. Depuis, il a évolué pour devenir l'un des plus vastes et des plus innovants au monde. Aujourd'hui appelé Programme national d'alimentation scolaire (PNAE), il est géré par le Fonds national de développement de l'éducation, un organisme fédéral rattaché au ministère de l'Éducation. Grâce à un modèle de mise en œuvre décentralisé, le programme fournit des repas nutritifs à environ 40 millions d'élèves dans quelque 150 000 écoles publiques, garantissant une alimentation quotidienne pendant les 200 jours d'école à tous les enfants et adolescents des 5 570 municipalités du pays.

La garantie d'un repas scolaire universel est inscrite dans la Constitution de 1988 du Brésil, au titre du droit fondamental à l'alimentation. En 2009, la mise en œuvre du programme a été profondément transformée par la promulgation de la Loi sur l'alimentation scolaire, qui exige qu'au moins 30 % des aliments achetés dans le cadre du programme proviennent directement de l'agriculture familiale, de préférence auprès des peuples autochtones, des communautés afrodescendantes (connues sous le nom de quilombolas) et des groupes de femmes organisés, qu'ils soient formels ou informels. Le programme accorde également des primes allant jusqu'à 30 % pour les produits certifiés biologiques ou agroécologiques. Ces mesures permettent au Brésil d'intégrer davantage d'aliments autochtones, riches en nutriments et issus de la biodiversité dans les repas scolaires, tout en renforçant les systèmes alimentaires locaux.

Le Programme national d'alimentation scolaire du Brésil est devenu un modèle mondial de réussite, inspirant de nombreux pays à travers le monde. Il montre comment les repas scolaires peuvent être adaptés pour répondre aux besoins spécifiques des populations traditionnelles, comme les peuples autochtones et les quilombolas. Le programme se distingue aussi par sa capacité à favoriser la participation active des parties prenantes et des communautés. Dans le cadre de ses initiatives de coopération Sud-Sud, coordonnées par l'Agence brésilienne de coopération du ministère des Affaires étrangères, le Brésil a activement promu le dialogue, le renforcement des capacités et l'échange d'expériences entre pays. Sa coopération technique a joué un rôle clé dans la promotion de l'alimentation scolaire issue de l'agriculture locale à travers l'Amérique latine, les Caraïbes et l'Afrique.

Une initiative régionale exemplaire est le Réseau pour une alimentation scolaire durable (RAES), créé en 2018 par le gouvernement brésilien et la FAO. Ce réseau regroupe 17 pays d'Amérique latine et des Caraïbes pour promouvoir les politiques et programmes d'alimentation scolaire grâce à l'échange de bonnes pratiques et d'expériences.

Fort de son engagement de longue date en matière de coopération internationale sur l'alimentation scolaire, le Brésil a rejoint la Coalition pour l'alimentation scolaire en 2021 et en est devenu coprésident aux côtés de la Finlande et de la France lors du premier Sommet mondial en octobre 2023. Conformément à son engagement national en faveur de la coopération Sud-Sud et de l'apprentissage entre pairs, l'organisation par le Brésil du deuxième Sommet mondial marque une étape importante dans le renforcement des partenariats internationaux pour l'alimentation scolaire.

En 2024, dans le cadre de sa présidence du G20, le Brésil a souligné le rôle fondamental des repas scolaires dans la lutte contre la faim, la pauvreté et les inégalités. Il a lancé l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté, réaffirmant l'objectif Faim zéro comme priorité de l'agenda international. L'Alliance vise à mobiliser des ressources et des connaissances, et à renforcer les efforts mondiaux pour éradiquer la faim et la pauvreté. Fonctionnant comme un « réseau de réseaux », cette alliance mobilise les mécanismes existants, y compris la Coalition pour l'alimentation scolaire, pour atteindre ses objectifs. Le PAM a rejoint l'Alliance en tant que membre fondateur.

Avant le lancement de l'Alliance, la présidence brésilienne du G20 a mis en place les « Sprints 2030 » pour accélérer les progrès dans la lutte contre la faim et la pauvreté. Dans le cadre du « Sprint 2030 pour les repas scolaires », le Brésil a rassemblé des gouvernements, des banques multilatérales de développement, des agences onusiennes et des fondations philanthropiques afin d'atteindre 150 millions d'enfants supplémentaires d'ici 2030, dans les pays à revenu faible ou intermédiaire inférieur.

Centre d'excellence contre la faim au Brésil et contribution du Brésil à l'agenda mondial sur les repas scolaires

Le Centre d'excellence contre la faim au Brésil, créé et soutenu par le gouvernement brésilien, est une plateforme mondiale d'échange de connaissances, de développement des capacités et d'assistance technique pour aider les pays à atteindre l'ODD 2 – Faim zéro. Au cours des 13 dernières

années, en partenariat avec l'Agence brésilienne de coopération et le Fonds national de développement de l'éducation, le Centre a collaboré avec plus de 70 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes.

À travers une coopération trilatérale Sud-Sud, le Centre met en valeur les expériences réussies dans le développement et le renforcement des programmes d'alimentation scolaire et de protection sociale, tout en promouvant la nutrition et le développement rural.

Cette approche s'appuie sur les enseignements tirés du Brésil et d'autres pays du Sud pour favoriser l'innovation politique et le partage des connaissances entre pays en développement. Axé sur les repas scolaires et leurs liens avec les systèmes agroalimentaires locaux, la nutrition et la résilience climatique, le Centre accompagne les gouvernements dans la conception, l'amélioration, l'expansion et la gestion de programmes d'alimentation scolaire portés au niveau national.

Depuis sa création, inspiré par les pratiques brésiliennes, le Centre a contribué directement à la progression rapide de l'agenda mondial sur les repas scolaires : 52 délégations de pays en développement ont visité le Brésil pour s'inspirer de son modèle transversal. En conséquence, plus de 30 pays ont augmenté leurs investissements dans les programmes nationaux d'alimentation scolaire et 20 pays ont renforcé leurs cadres juridiques ou réglementaires.

Le partenariat du Centre avec l'Union africaine a conduit à la création de la Journée africaine de l'alimentation scolaire, un engagement continental en faveur de l'investissement dans les repas scolaires, ainsi qu'à la mise en place du groupe thématique sur l'alimentation scolaire issue de la production locale au sein de l'Union africaine. Des pays comme le Togo, le Sénégal et le Malawi ont bénéficié d'un appui pour renforcer leurs politiques nationales, tandis qu'au Kenya, le Centre a contribué à l'élaboration de la Stratégie nationale pour la santé et la nutrition scolaires.

Ces exemples illustrent le rôle du Centre d'excellence dans la fourniture de solutions adaptées, la promotion de politiques durables et la facilitation de l'apprentissage mutuel au sein d'un réseau de partenaires en constante expansion. Grâce à son expertise approfondie en matière de repas scolaires, d'agriculture familiale et de politiques publiques, le Centre est à la pointe de l'innovation et du dialogue politique mondial sur l'alimentation scolaire.

Étude de cas

Le Cambodge en route vers une alimentation durable et produite localement d'ici 2028

Le programme national d'alimentation scolaire du Cambodge soutient 190 000 enfants dans des zones de grande pauvreté, en améliorant la nutrition, la fréquentation scolaire et les systèmes alimentaires locaux, tout en contribuant à l'éducation et au développement communautaire.

Le programme intègre déjà des denrées issues de la production locale, ce qui stimule la demande de produits nutritifs locaux, diversifie l'alimentation des enfants et soutient les économies locales et l'agriculture.

En 2022, le gouvernement royal du Cambodge a réaffirmé son engagement à élargir la couverture de l'alimentation scolaire en rejoignant la Coalition pour l'alimentation scolaire et en lançant une stratégie conjointe de transition avec le PAM afin d'assurer une pleine appropriation nationale du programme d'ici 2028. Pour guider cette transition, le ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports a mené en 2023 un exercice SABER-SF (Approche systémique pour de meilleurs résultats dans le domaine de l'éducation – Alimentation scolaire). Celui-ci a permis d'élaborer un plan d'action à long terme de renforcement des capacités pour assurer la pérennité du programme et son transfert progressif.

Pour garantir la redevabilité et la qualité du programme, le ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports a élaboré et déployé un cadre complet de suivi et d'évaluation dans les dix provinces ciblées où l'alimentation scolaire sera fournie. Des agents issus de 34 bureaux d'éducation de district assurent le suivi de la mise en œuvre du programme.

Des approches fondées sur des données probantes guident le développement du programme

Le gouvernement royal du Cambodge a collaboré avec le PAM, l'université Harvard et le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire pour mener une étude sur la rentabilité du programme, en évaluant ses effets économiques sur l'éducation, la santé, la nutrition, l'agriculture, l'économie locale et la protection sociale. Les résultats de cette étude sont attendus en 2025. Parallèlement, l'Initiative sur le financement durable de la Coalition pour l'alimentation scolaire réalise une analyse détaillée des coûts pour éclairer les décisions relatives à l'expansion du programme et aux politiques à long terme.

Dans le cadre d'un projet conjoint FAO-PAM sur des repas scolaires nutritionnellement optimaux, le ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports a testé des lignes directrices sur les normes nutritionnelles des repas scolaires visant également à soutenir les agriculteurs locaux.

Le ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports a évalué l'impact, sur les communautés locales, d'une intervention pilote visant à promouvoir les opportunités pour les productrices et fournisseuses dans le cadre des achats liés à l'alimentation scolaire. Mis en œuvre dans six écoles et impliquant 25 agricultrices, le projet pilote a montré que l'augmentation de la participation des femmes dans la chaîne d'approvisionnement améliorerait les bénéfices, renforçait l'efficacité de la production et élargissait les opportunités de leadership, contribuant ainsi à une plus grande résilience des communautés.

La législation, Prakas n° 507, a introduit des rations monétaires plus élevées par repas, des lignes directrices pour les cuisiniers et la construction des cuisines, ainsi qu'une amélioration de la budgétisation. Témoignant de cet engagement renforcé, le gouvernement a augmenté le financement du programme d'alimentation scolaire, passant de 5,6 millions de dollars américains en 2024 à 7,4 millions de dollars américains en 2025.

Le Cambodge a collaboré avec les Philippines pour accueillir en novembre 2024 la première réunion régionale de la Coalition pour l'alimentation scolaire en Asie. Cette réunion a constitué une plateforme permettant aux gouvernements d'Asie du Sud-Est de partager leurs réussites et bonnes pratiques, d'apprendre les uns des autres et de définir de nouveaux objectifs. Lors de cet événement marquant, le gouvernement royal du Cambodge a présenté sa Politique d'alimentation scolaire 2024-2035. Cette politique précise les objectifs et la vision du programme national d'alimentation scolaire ; attribue les responsabilités institutionnelles ; et définit des initiatives clés telles que l'élaboration d'un cadre juridique, l'amélioration des mécanismes de ciblage, la sensibilisation communautaire, le renforcement de la santé et de la nutrition, ainsi que la promotion du développement agricole et économique. Bien que la politique établisse une orientation claire pour le programme d'alimentation scolaire, les mécanismes de mise en œuvre détaillés et les plans d'action sont encore en cours d'élaboration.

En 2024, des comités de pilotage pour l'alimentation scolaire nouvellement créés aux niveaux national et infranational ont été mis en place, réunissant des représentants des ministères concernés afin d'assurer une approche multisectorielle dans la mise en œuvre du programme d'alimentation scolaire. Leur rôle principal est de superviser et coordonner la mise en œuvre du programme pour garantir sa conformité avec les normes nationales. Au niveau national, le comité de pilotage joue un rôle de leadership essentiel dans la traduction de la politique d'alimentation scolaire en mesures concrètes. Cela inclut l'élaboration du plan d'action de la politique, qui servira de feuille de route pour la mise en œuvre de la politique, en définissant clairement les rôles, responsabilités, calendriers et ressources nécessaires à son déploiement réussi à l'échelle nationale.

S'appuyant sur la dynamique créée par l'événement régional, le Cambodge mène également les efforts visant à intégrer les initiatives d'alimentation scolaire dans le cadre de l'ANASE.

Étude de cas

Action européenne en faveur de l'alimentation scolaire : promouvoir le changement au niveau national et international

L'engagement de 19 pays européens, au sein et en dehors de l'Union européenne, dans la Coalition pour l'alimentation scolaire reflète la volonté du continent de garantir aux enfants un accès à des repas nutritifs, tant sur son territoire qu'à l'échelle mondiale. Des pays comme la France, l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni et les pays nordiques reconnaissent depuis longtemps la valeur de l'alimentation scolaire pour favoriser l'éducation, la santé et l'inclusion sociale. De nombreux pays européens placent également de l'alimentation scolaire au cœur de leur aide humanitaire et au développement. En novembre 2024, les pays européens se sont réunis à Kyïv, en Ukraine, à l'occasion du Sommet régional européen sur l'alimentation scolaire, réaffirmant l'engagement de la région envers les objectifs de la Coalition.

La Commission européenne a rejoint la Coalition pour l'alimentation scolaire en 2022 et soutient des programmes d'alimentation scolaire dans un nombre croissant de pays, notamment en République démocratique du Congo, au Malawi, en Afghanistan, en Éthiopie, au Togo et au Burkina Faso. Au sein de l'Union européenne, la Garantie européenne pour l'enfance positionne les repas scolaires comme un pilier clé de la lutte contre la pauvreté, la faim et les inégalités touchant les enfants.¹ Durant la présidence espagnole du Conseil de l'Union européenne en 2023, l'Espagne a encouragé les États membres à garantir à tous les enfants au moins un repas nutritif par jour, et a organisé une réunion régionale pour promouvoir les repas scolaires comme stratégie de lutte contre la pauvreté infantile et l'insécurité alimentaire.

Plusieurs pays européens ont accompli des avancées notables vers la réalisation des objectifs de la Coalition. En 2023, l'Allemagne a lancé le projet « Accelerating School Meals » afin de promouvoir les repas scolaires préparés à partir de produits locaux et respectueux du climat. Mis en œuvre par le PAM, ce programme quinquennal doté d'un budget de 22 millions d'euros vise à développer les programmes de l'alimentation scolaire préparés à partir de produits locaux et les solutions énergétiques en République démocratique populaire lao et en Sierra Leone. L'Allemagne s'est également engagée dans des mécanismes de financement innovants, notamment des accords d'échange de dette avec l'Égypte. Elle soutient le Consortium de recherche et l'Initiative sur le financement durable de la Coalition, et finance un projet conjoint PAM-FAO

¹ [Garantie européenne pour l'enfance - Commission européenne](#)

qui aide les gouvernements à élaborer des lignes directrices nutritionnelles pour les repas scolaires. L'Allemagne dispose elle-même de lignes directrices nutritionnelles pour les repas scolaires depuis 2008. En 2024, elle a adopté la stratégie « Good Food for Germany (Une bonne alimentation pour l'Allemagne) », ² qui accorde une attention particulière aux enfants et aux jeunes.

Le Luxembourg a également pris des engagements importants en faveur de programmes d'alimentation scolaire durables. Sa stratégie « Supply for the Future » vise à accroître la part des produits locaux et biologiques dans les repas scolaires et à proposer davantage d'options végétariennes d'ici 2025. Le pays a développé une plateforme numérique permettant de relier les fournisseurs locaux aux cantines scolaires, réduisant ainsi le gaspillage alimentaire et la pollution plastique. Depuis 2022, le Luxembourg finance un projet triennal visant à renforcer les programmes d'alimentation scolaire dans des contextes fragiles. Ce projet examine le lien entre repas scolaires, paix et cohésion sociale dans des zones de conflit.

D'autres pays européens, au sein ou en dehors de l'UE, réalisent également des avancées notables : la Suède offre des repas scolaires gratuits depuis plus de 70 ans et a récemment lancé le projet « A New Recipe for School Meals », qui fait le lien entre transformation des systèmes alimentaires, éducation, résilience locale et santé publique, dans quatre municipalités. Par le biais de sa loi de finances 2025, le Danemark a pris un engagement historique en allouant environ 130 millions de dollars américains à une initiative pilote pluriannuelle visant à évaluer les effets des repas scolaires sur la santé, les résultats scolaires et le bien-être des élèves.

En 2024, le Danemark s'est associé à la Fondation Novo Nordisk, à Grundfos et au PAM dans le cadre d'un projet triennal en soutien à des programmes d'alimentation scolaire locaux, inclusifs, durables et climato-intelligents dans trois pays d'Afrique de l'Est : le Kenya, le Rwanda et l'Ouganda. La Norvège finance un projet pluriannuel en appui aux programmes d'alimentation scolaire à l'échelle de l'Union africaine, tandis que l'Islande a récemment élargi son soutien aux programmes d'alimentation scolaire du PAM au Malawi, en Sierra Leone et en Ouganda.

Grâce à ces actions diversifiées, l'Europe joue un rôle central dans la réalisation de l'objectif de la Coalition pour l'alimentation scolaire : offrir des repas sains et durables à tous les enfants.

² [BMEL - Publications - Good Food for Germany - The Federal Government's Food and Nutrition Strategy](#)

Étude de cas

Le Guatemala passe au numérique : une nouvelle application mobile sur les repas scolaires stimule le programme d'alimentation scolaire

Au Guatemala, le ministère de l'Éducation et le PAM ont développé une application mobile innovante qui met en relation les petits agriculteurs avec le programme national d'alimentation scolaire, qui constitue la plus grande initiative de protection sociale du pays. Cette application permet aux associations de parents d'élèves de passer directement commande d'aliments nutritifs et produits localement auprès de petits agriculteurs certifiés. Validée par plus de 500 agriculteurs et 840 écoles, l'application vise à simplifier les procédures d'achat, promouvoir la transparence et garantir une livraison efficace de produits frais aux élèves.

Les petits agriculteurs tirent des bénéfices considérables de cette initiative. L'application réduit la nécessité de se rendre en personne dans les écoles pour obtenir des contrats, ce qui permet un gain de temps et d'efforts, tout en élargissant les débouchés économiques grâce à une chaîne de valeur raccourcie. Les agriculteurs peuvent désormais consulter et répondre aux demandes alimentaires des écoles voisines, assurant ainsi un revenu plus stable et un meilleur soutien à leurs familles. Ce système améliore non seulement la qualité nutritionnelle des repas scolaires, mais renforce aussi le lien à la terre et la préservation des traditions culturelles.

Depuis 2017, le Guatemala s'est engagé à revitaliser l'économie locale en s'approvisionnant à hauteur de 70 % en denrées auprès des agriculteurs familiaux pour les repas scolaires. Cette approche a joué un rôle clé dans la prévention de la malnutrition et la promotion de bonnes habitudes alimentaires. L'application mobile développée par le ministère de l'Éducation et le PAM illustre la manière dont la technologie peut rapprocher l'agriculture familiale et les écoles, favorisant ainsi le développement durable et la sécurité alimentaire.

Étude de cas

Le pouvoir de l'alimentation scolaire dans la transformation d'Haïti

Dans un pays confronté à la violence des groupes armés, où 50 % de la population a un besoin urgent d'assistance alimentaire, un repas quotidien à l'école constitue un moyen simple et efficace de garantir que les enfants reçoivent au moins un repas nutritif chaque jour. En Haïti, l'alimentation scolaire est un pilier stratégique du développement humain. Le gouvernement haïtien, par l'intermédiaire du ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, place son programme d'alimentation scolaire au cœur de sa politique éducative et sociale.

Sous la supervision du ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le programme national d'alimentation scolaire joue un rôle central dans la planification, la coordination et la mise en œuvre de l'alimentation scolaire à travers le pays. Son objectif est de garantir à tous les écoliers haïtiens un accès durable à une alimentation saine et équilibrée répondant à leurs besoins nutritionnels, afin de soutenir leur apprentissage et leur bien-être.

L'objectif stratégique du programme est d'éliminer la faim à l'école en fournissant un repas quotidien, préparé localement selon des normes nutritionnelles strictes, tout en renforçant la résilience des systèmes alimentaires nationaux. Ses objectifs généraux sont les suivants :

- offrir un service de restauration scolaire de qualité et durable ;
- soutenir l'économie locale et la production alimentaire nationale ;
- renforcer les mécanismes de bonne gouvernance à tous les niveaux ;
- encourager la gestion participative et l'appropriation communautaire.

Les partenaires – tels que, mais non limités à la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, le PAM et diverses ONG – soutiennent le Programme national d'alimentation scolaire à différents niveaux, de la planification au financement en passant par la mise en œuvre. Le PAM et le Programme national d'alimentation scolaire ont collaboré à la révision de la Politique et stratégie nationales d'alimentation scolaire 2024–2030. La stratégie vise à consolider les circuits d'approvisionnement locaux, à renforcer les capacités de gestion du programme, à améliorer la gouvernance du secteur et à opérer une transition progressive de l'ancien modèle – encore largement dépendant des importations – vers un système fondé sur les cantines scolaires locales.

Le programme a enregistré des avancées notables ces dernières années, avec

une augmentation de la part des achats réalisés localement. À la fin de l'année scolaire 2023–2024, 54 % des 477 678 enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire étaient inscrits dans le programme de cantines locales, contre 28 % deux ans auparavant. Au cours de cette même année scolaire, plus de 4 750 tonnes de nourriture, d'une valeur de plus de 9 millions de dollars américains, ont été produites localement et distribuées aux écoles. Pour l'année scolaire 2024–2025, l'objectif est d'atteindre 70 % des élèves desservis par des circuits courts, avec une ambition nationale de 100 % d'ici à 2030.

Pour y parvenir, en étroite collaboration avec le Programme national d'alimentation scolaire, le PAM travaille avec 170 organisations agricoles locales regroupant environ 20 000 membres afin de structurer les chaînes d'approvisionnement de proximité. Ces producteurs bénéficient d'un appui technique et logistique, comprenant la mise en place d'unités de transformation, la fourniture d'équipements agricoles et des formations sur les pratiques post-récolte, le stockage et le contrôle qualité.

Les premières observations indiquent que les écoles intégrées au programme de cantines locales se montrent plus résilientes, avec moins de ruptures d'approvisionnement que celles suivant le modèle traditionnel. Cela laisse entrevoir une plus grande robustesse du système local face aux chocs économiques et sécuritaires.

Les partenaires soutiennent également l'alimentation scolaire dans le cadre d'une approche à impacts multiples, notamment pour transformer les systèmes alimentaires. Par exemple, dans le cadre du projet PROMESSE, financé par la Banque mondiale, les élèves bénéficiant de l'alimentation scolaire ont également reçu une supplémentation en vitamine A et un déparasitage, tandis que les parents ont été sensibilisés à la nutrition et à l'hygiène, et que les cuisinières communautaires ont suivi des formations complémentaires. Le PAM met en œuvre des activités complémentaires pour promouvoir l'alphabétisation et la santé, tout en utilisant le programme d'alimentation scolaire comme levier pour améliorer les normes de genre et promouvoir l'égalité. Le PAM cherche également à réduire l'empreinte environnementale du programme, notamment en fournissant des foyers améliorés pour la préparation des repas, afin de réduire la pollution de l'air intérieur, et en formant les cuisinières à leur utilisation.

L'approche haïtienne de l'alimentation scolaire, dirigée par le Programme national d'alimentation scolaire, constitue un modèle novateur de transformation des systèmes alimentaires locaux, tout en renforçant l'éducation, la cohésion sociale et la résilience nationale.

Étude de cas

Le parcours de l'Irak vers la pleine appropriation nationale de l'alimentation scolaire

Le gouvernement iraquien fait preuve d'un fort leadership et d'un engagement déterminé en faveur de l'alimentation scolaire, considérée comme une pierre angulaire de sa politique en matière d'éducation et de protection sociale. Au cours de l'année scolaire 2023-2024, le gouvernement a fourni des repas scolaires quotidiens (cinq repas par semaine) à 775 686 enfants d'âge scolaire, soit près de 13 % des élèves de l'enseignement primaire. Ces repas ont été distribués dans 15 gouvernorats et dans 25 des districts les plus pauvres du pays, dans le but de favoriser la rétention, la présence et l'apprentissage des enfants à l'école. Une analyse menée par le gouvernement sur la mise en œuvre du programme en 2023-2024 a révélé que celui-ci avait permis la création de 1 817 emplois dans les zones couvertes.

Depuis 2023, le gouvernement met en œuvre et finance intégralement le programme grâce à une enveloppe spécifique inscrite au budget national approuvé par le Parlement iraquien pour la période 2023-2025. En 2024, il a alloué 55,6 milliards de dinars irakiens à l'alimentation scolaire, et environ 49 milliards de dinars (soit quelque 36,7 millions de dollars américains) sont prévus pour 2025.

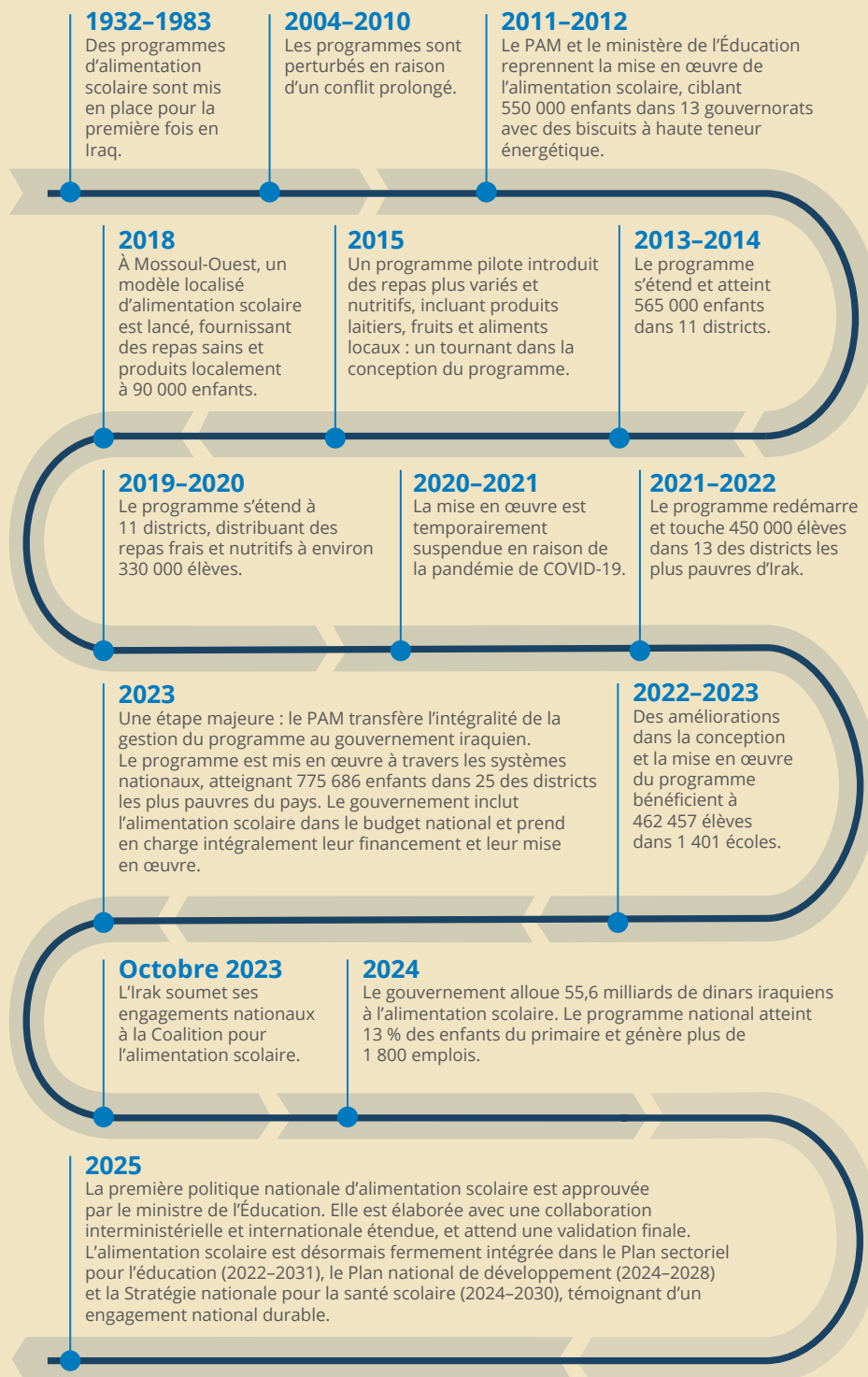
Cet engagement institutionnel se reflète également dans les stratégies nationales : l'alimentation scolaire est intégrée au Plan sectoriel pour l'éducation (2022-2031), au Plan national de développement (2024-2028) et à la Stratégie nationale pour la santé scolaire (2024-2030). En 2025, le ministre iraquien de l'Éducation a approuvé la toute première politique nationale d'alimentation scolaire, élaborée en consultation avec plusieurs ministères (Planification, Finances, Santé, Protection sociale, Agriculture), des organisations internationales et avec le soutien technique et financier de l'Union européenne et du PAM. La politique est actuellement en attente d'approbation par le Conseil ministériel pour le développement humain.

Le programme d'alimentation scolaire de l'Iraq a fait preuve d'une remarquable résilience face aux conflits, aux efforts de redressement et à la croissance. Relancé en 2011 par le ministère de l'Éducation et le PAM après une interruption liée aux conflits, il est progressivement passé de la distribution de biscuits énergétiques à la fourniture de repas variés et nutritifs à plusieurs centaines de milliers d'enfants. Bien que la pandémie de COVID-19 ait entraîné une suspension temporaire de l'alimentation scolaire en 2020, le programme a rapidement repris. En partenariat avec le ministère de l'Éducation, le PAM a poursuivi la distribution entre 2020 et 2022, malgré une réduction du nombre de jours de repas, atteignant plus de 770 000 élèves dans 25 districts. En 2023/2024, le programme a été entièrement transféré au gouvernement iraquien. En octobre 2023, le gouvernement a réaffirmé son engagement en rejoignant la Coalition pour l'alimentation scolaire, avec la promesse d'institutionnaliser le programme à travers une politique, une législation et des systèmes nationaux. L'Iraq prévoit dans un premier temps d'atteindre 1,4 million d'enfants, avant d'élargir la couverture à l'ensemble des 6 millions d'enfants d'âge scolaire primaire.

Sa stratégie comprend la création d'un comité interministériel de coordination, l'adoption de lignes directrices sur la nutrition et la sécurité alimentaire, ainsi que la mise en place d'un système de suivi solide, positionnant résolument l'alimentation scolaire comme un pilier du développement national et de la protection sociale.

Figure 3

Historique de l'alimentation scolaire en Irak



Étude de cas

L'ambitieuse vision du Kenya : nourrir 10 millions d'écoliers tout en renforçant les systèmes alimentaires locaux et la résilience aux chocs d'ici 2030

Le Kenya investit dans l'alimentation scolaire depuis 1980, utilisant ce levier comme un puissant outil pour renforcer l'éducation et la sécurité alimentaire dans les communautés les plus vulnérables du pays. Le programme kényan d'alimentation scolaire s'est d'abord concentré sur les régions en insécurité alimentaire, dans le but d'améliorer l'inscription, la rétention scolaire et les résultats en termes d'acquis scolaires. En 2008, le programme était passé de 240 000 enfants à 1,2 million, touchant 3 850 écoles primaires situées dans les zones arides et semi-arides du pays.

Cette même année, le gouvernement kényan a élaboré un plan stratégique visant à transférer progressivement la pleine responsabilité du programme d'alimentation scolaire au gouvernement. En 2018, le programme était entièrement géré par les autorités nationales et desservait plus de 1,5 million d'enfants.

Depuis, le Kenya s'est imposé comme un chef de file régional et mondial dans le renforcement des programmes d'alimentation scolaire, porté par un engagement fort envers le bien-être des enfants et des communautés. En 2021, le Kenya a rejoint la Coalition pour l'alimentation scolaire au niveau mondial et est devenu l'un des 12 membres de la Task Force de la Coalition.

En 2024, illustrant son appropriation nationale de la vision portée par la Coalition pour l'alimentation scolaire, le gouvernement du Kenya a lancé le tout premier chapitre national de la Coalition en Afrique. Le bureau du PAM au Kenya assure le secrétariat du chapitre, s'appuyant sur plus de 40 ans de partenariat entre le gouvernement kényan et le PAM. Ce chapitre national de la Coalition pour l'alimentation scolaire constitue une plateforme réunissant tous les acteurs clés du gouvernement et les partenaires du développement local, afin d'assurer un appui coordonné au déploiement du programme d'alimentation scolaire.

Sous la direction du président Ruto, l'alimentation scolaire occupe désormais une place centrale dans la stratégie nationale de développement du Kenya. En 2023, le président a fixé un objectif ambitieux : atteindre l'ensemble des 10 millions d'enfants d'âge scolaire d'ici à 2030. Les progrès sont déjà bien engagés. Entre 2023 et 2024, le nombre d'enfants recevant un repas scolaire est passé de 1,8 million à 2,6 millions.

L'approche du Kenya ne se limite pas à l'extension du programme : elle met aussi l'accent sur sa durabilité. Le gouvernement intègre des pratiques respectueuses de l'environnement afin de réduire l'empreinte écologique du programme et de renforcer les systèmes alimentaires locaux.

Cette transition est guidée par le Plan opérationnel pour l'extension du programme d'alimentation scolaire 2024–2030, élaboré avec l'appui de partenaires tels que la Fondation Rockefeller et le PAM. Les principaux axes comprennent :

- Le passage d'aliments importés à des produits cultivés et approvisionnés localement, en favorisant les cultures tolérantes à la sécheresse et l'agriculture régénératrice.
- L'optimisation des menus scolaires grâce à des aliments locaux, durables, rentables, nutritifs et adaptés aux changements climatiques.
- Un modèle d'approvisionnement de type « agrégateur » visant à améliorer l'efficacité et l'implication locale. Cette approche consiste à acheter les denrées auprès de petits agriculteurs regroupés en coopératives au niveau des comtés, ce qui réduit les distances de transport, diminue les émissions et renforce les systèmes alimentaires locaux.
- Le remplacement des modes de cuisson traditionnels par des solutions propres et écoénergétiques afin de réduire la déforestation, les émissions de carbone et d'améliorer la santé et la sécurité des environnements de cuisson dans les écoles.

Pour accompagner le Kenya dans sa démarche de montée en puissance du programme d'alimentation scolaire, le PAM et son Centre d'excellence au Brésil ont facilité une visite d'étude du gouvernement kényan au Brésil en 2024. Cette mission a permis de tirer des enseignements précieux sur l'alimentation scolaire durable, issue de la production locale, et sur les modèles de collaboration intergouvernementale, qui ont été intégrés à la création et au plan d'action du chapitre national kényan de la Coalition.

La vision ambitieuse du gouvernement kényan suscite l'intérêt et le soutien de nombreux partenaires, notamment le Partenariat mondial pour l'éducation, la Fondation Rockefeller, la Fondation Novo Nordisk, le Centre de recherches pour le développement international, le Fonds ODD, la France, l'Allemagne, la Suède, le Centre d'excellence du PAM au Brésil, ainsi que plusieurs initiatives de la Coalition pour l'alimentation scolaire qui apportent une assistance technique et financière.

Étude de cas

Le Lesotho renforce son engagement multisectoriel en faveur de l'alimentation scolaire issue de la production locale grâce à une politique actualisée en matière d'alimentation scolaire

En 2023, le Lesotho a renforcé son engagement en faveur de l'alimentation scolaire en procédant à la révision de sa Politique nationale d'alimentation scolaire afin de consolider la collaboration multisectorielle et de donner la priorité aux approches fondées sur la production locale. Approuvée en 2024, la politique révisée s'appuie sur la première politique d'alimentation scolaire du Lesotho, adoptée dès 2014. Elle traduit la vision d'un programme durable fournissant chaque jour des repas nutritifs aux élèves à partir d'aliments produits localement, mis en œuvre entièrement par des acteurs nationaux.

L'un des éléments phares de cette nouvelle politique est l'accent mis sur la création de marchés stables pour les agriculteurs locaux et la stimulation des économies rurales. Ancrée dans un cadre multisectoriel, la politique articule les objectifs d'éducation, de santé, d'agriculture, de commerce et de développement social, en promouvant l'amélioration de l'apprentissage, la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté, et en favorisant l'appropriation collective du programme par tous les secteurs.

Le cadre institutionnel de la Politique nationale d'alimentation scolaire prévoit la création d'un comité de pilotage multisectoriel dirigé par le ministère de l'Éducation et de la Formation, réunissant les ministères concernés et les parties prenantes clés. Il fixe des orientations pour un financement partagé et durable, notamment par l'élaboration de mécanismes juridiques permettant de sanctuariser les fonds destinés à l'alimentation scolaire et par la mobilisation des ressources à travers la collaboration interministérielle et la participation communautaire.

En 2023, le PAM a contribué à l'élaboration de cette révision en appuyant le ministère de l'Éducation et de la Formation dans la validation de la politique avec les parties prenantes nationales clés, en réunissant des parlementaires pour un plaidoyer de haut niveau, et en aidant à établir un organe de coordination multisectorielle chargé d'harmoniser les activités liées aux repas scolaires, d'éviter les chevauchements et d'améliorer l'efficacité.

Alors que le Lesotho continue de positionner l'alimentation scolaire comme un levier de développement et de renforcement du capital humain, il illustre la manière dont une politique cohérente, des systèmes alimentaires locaux et un plaidoyer ciblé peuvent catalyser un changement transformateur.

Étude de cas

Milan à la pointe de l'innovation en matière d'alimentation scolaire

Milan constitue une étude de cas précieuse dans l'évolution des programmes d'alimentation scolaire à l'échelle mondiale. Lancé par une résolution du Conseil municipal en décembre 1900, le programme d'alimentation scolaire de la ville est devenu un moteur essentiel pour atteindre les objectifs ambitieux de la Politique alimentaire de Milan. Ce service est géré par l'agence municipale des cantines scolaires – Milano Ristorazione – créée pour fournir aux enfants des repas « sains, bons, éducatifs et équitables ». Milano Ristorazione supervise l'ensemble de la chaîne des repas scolaires, conçoit des menus saisonniers en collaboration avec des experts en nutrition et supervise l'approvisionnement en matières premières, en privilégiant la qualité, la durabilité et la traçabilité. L'agence prépare chaque jour 83 000 repas, grâce à 24 centres de production et plus de 80 cuisines intégrées.

Chaque tranche d'âge dispose d'une structure de menu spécifique, fondée sur les apports nutritionnels recommandés pour la population italienne. Deux menus saisonniers distincts de quatre semaines sont élaborés pour l'été et l'hiver. Un repas type se compose généralement d'un premier plat, d'un deuxième plat, d'un accompagnement, de pain et de fruits. Les modes de cuisson sont choisis pour garantir des plats savoureux et nutritifs, en privilégiant la cuisson vapeur au four et l'exclusion des fritures. La combinaison de différentes couleurs dans les recettes, l'utilisation d'ingrédients locaux et de saison, l'introduction de plats inspirés de la culture gastronomique milanaise ainsi que la rotation d'une grande variété d'ingrédients sont particulièrement encouragées. Pour répondre aux besoins des enfants ayant des contraintes alimentaires liées à la santé ou à des raisons éthiques ou religieuses, un large éventail de menus spécifiques est proposé. Milan a également promu une transition protéique significative, avec une forte réduction des produits d'origine animale et une augmentation de la consommation de légumineuses et d'aliments biologiques. En 2015, la ville a adhéré à l'initiative Cool Food Pledge pour suivre l'impact environnemental de ses menus, entraînant une réduction de 36 % des émissions de gaz à effet de serre liées à l'alimentation en 2024.

Milano Ristorazione utilise les marchés publics comme levier stratégique pour orienter ses fournisseurs vers des pratiques plus durables et inclusives. Elle a adopté un système de sélection des fournisseurs dans lequel les critères d'approvisionnement vont au-delà du prix et accordent une grande importance aux normes techniques et de qualité. Ainsi, 26 produits alimentaires sont approvisionnés dans un rayon de 70 km autour de Milan.

Enfin, la ville a fortement investi dans le développement de supports pédagogiques destinés aux enfants et aux familles afin de renforcer la sensibilisation à la consommation alimentaire et de recréer un lien avec la production alimentaire. Par exemple, les familles reçoivent régulièrement des dépliants de menus accompagnés d'informations sur les modes de cuisson, la saisonnalité des ingrédients et l'impact environnemental global de chaque repas. Un menu du soir, complémentaire au déjeuner scolaire, est également proposé aux familles. L'engagement des parents et des enseignants est encouragé via la création de comités des repas scolaires visant à améliorer l'environnement alimentaire des élèves.

Étude de cas

Investissement du Pérou dans la préparation aux catastrophes pour garantir l'alimentation scolaire aux populations vulnérables

Le gouvernement péruvien, avec l'appui du PAM, a réalisé d'importants investissements pour renforcer la capacité de son système de protection sociale à répondre aux situations d'urgence. Le ministère du Développement et de l'Inclusion sociale a élaboré un cadre juridique et des règlements permettant aux programmes sociaux de s'étendre et d'adapter leur conception en cas d'urgence ; il a également approuvé des protocoles pour orienter la mise en œuvre de sept programmes nationaux dans ces contextes. Pour les programmes nationaux d'alimentation scolaire, les protocoles prévoient la formation des administrateurs scolaires à la préparation aux situations d'urgence ; le ciblage des écoles situées dans des régions à haut risque, notamment celles qui desservent les populations autochtones amazoniennes ; ainsi que l'attribution de responsabilités en matière de collecte de données locales et de coordination. Le gouvernement a organisé des simulations et des exercices dans les régions les plus exposées aux catastrophes naturelles liées au phénomène El Niño afin de tester les protocoles élaborés. Ces protocoles sont liés à un plan d'activation financière, comprenant de nouveaux financements d'urgence. L'objectif est de garantir la continuité des repas scolaires et d'autres programmes pendant les catastrophes, et de permettre leur mobilisation pour des réponses d'urgence supplémentaires.

Le programme national d'alimentation scolaire fait actuellement l'objet d'une refonte visant à garantir une alimentation diversifiée, nutritive et culturellement appropriée, selon une approche participative incluant des produits frais provenant des marchés locaux et de l'agriculture familiale, allant au-delà de son orientation logistique traditionnelle.

Cette refonte comprendra de nouvelles modalités, dont l'une est testée dans certaines écoles avec le soutien du PAM, par le biais de transferts monétaires aux comités de gestion scolaire composés de parents.

Étude de cas

De la vision à l'action : la feuille de route du Rwanda pour un programme d'alimentation scolaire universel et durable

En octobre 2024, le gouvernement du Rwanda a lancé deux documents stratégiques majeurs : la Stratégie nationale d'alimentation scolaire 2023–2032, ainsi que – innovation mondiale – une Stratégie nationale de financement du programme d'alimentation scolaire, approuvée et publiée par le gouvernement.

La Stratégie nationale d'alimentation scolaire 2023-2032 s'appuie sur les enseignements tirés du déploiement rapide du programme national, qui est passé de 796 256 élèves en 2019 à une couverture universelle de 4 475 919 enfants en 2024. La stratégie met en évidence la contribution de l'alimentation scolaire à la stratégie éducative globale du Rwanda. Reconnaissant le rôle essentiel des repas scolaires dans le développement du capital humain, notamment en réduisant les taux d'abandon scolaire et de redoublement, le programme soutient l'objectif du ministère de l'Éducation d'améliorer les résultats en termes d'acquis scolaires. La stratégie propose une série d'innovations visant à améliorer l'efficacité et l'efficience, à renforcer la coopération multisectorielle et à répondre à l'augmentation de la population scolaire. Parmi ces innovations figurent : un ajustement plus systématique aux variations des prix des denrées alimentaires ; un plan de résilience face aux chocs extérieurs ; une gestion financière et une transparence renforcées ; des procédures d'approvisionnement plus économiques ; une exonération fiscale sur les achats alimentaires destinés aux repas scolaires ; une meilleure intégration aux politiques nationales en matière d'environnement et d'adaptation aux changements climatiques (y compris une stratégie spécifique pour la cuisson propre) ; et un renforcement des ressources humaines pour assurer une mise en œuvre de qualité du programme. La stratégie comprend un cadre institutionnel multisectoriel complet pour la coopération, ainsi qu'un cadre de résultats couvrant les domaines de l'éducation, de la santé et de la nutrition, de la protection sociale et de l'agriculture.

La Stratégie de financement du programme d'alimentation scolaire identifie le coût total du programme national, incluant l'alimentation, la mise en œuvre, les infrastructures, la gestion, le suivi et les rapports, ainsi que le renforcement continu des capacités. Les coûts prévisionnels sont calculés sur la base de la croissance de la population scolaire, de l'inflation et de la dépréciation des investissements. Les déficits de financement sont identifiés en analysant les contributions actuelles et futures du ministère de l'Éducation, du ministère des Infrastructures et des parents (en espèces et en nature). Pour réduire ces écarts, la Stratégie de financement du programme national d'alimentation scolaire prévoit plusieurs mesures d'économie, telles qu'un approvisionnement plus efficient, une planification optimisée des menus, et l'utilisation de cuisines centralisées dans les zones urbaines. Le financement restant pourra être complété par une augmentation des contributions publiques et parentales, des partenariats public-privé et des campagnes de financement participatif. Ces mesures visent à permettre au gouvernement de financer de manière complète et durable son programme universel d'alimentation scolaire dans un délai de 6 à 7 ans. D'ici là, un appui extérieur temporaire sera nécessaire.

Pour élaborer ces deux stratégies, le ministère de l'Éducation a mené des consultations bilatérales et en groupes de travail, réunissant un large éventail d'acteurs, notamment les ministères sectoriels, le ministère des Finances et de la Planification économique, les autorités de district, les directions d'école, les enseignants, les parents, ainsi que des partenaires non gouvernementaux, dont des organisations de la société civile nationales et internationales, des représentants du secteur privé et des agences des Nations Unies. Le PAM a joué un rôle clé en appuyant le processus tant sur le plan technique que financier.

Étude de cas

La vision audacieuse de la Somalie pour l'éducation grâce à son programme d'alimentation scolaire

Dans un contexte de décennies de conflit et d'instabilité, la Somalie se tourne vers les repas scolaires comme un puissant levier pour reconstruire son système éducatif et investir dans le capital humain. Malgré cet engagement, la pauvreté, les conflits et les chocs climatiques ont relégué la Somalie au dernier rang de l'indice de développement humain³, avec plus de 3 millions d'enfants non scolarisés.⁴

Les programmes d'alimentation scolaire constituent un outil essentiel pour relever ces défis, car ils apportent à la fois un soutien éducatif et nutritionnel aux enfants vulnérables. Pendant la sécheresse de 2021–2023, 250 écoles ont fermé ;⁵ toutefois, les écoles bénéficiant d'un programme d'alimentation scolaire se sont révélées nettement plus résilientes, restant ouvertes et maintenant les enfants dans un cadre d'apprentissage.

Lancé en 2003, le programme d'alimentation scolaire de la Somalie a débuté avec seulement 4 000 enfants. En 2023, avec l'appui de la communauté internationale, il avait atteint 197 000 enfants, dont 47 % de filles. Cependant, les déficits de financement et la dépendance de la Somalie à l'égard de donateurs externes menacent la durabilité du programme. La baisse récente des contributions des donateurs a entraîné une réduction significative de la couverture du programme en 2024.

Une étape déterminante dans l'avancée des repas scolaires a été franchie en 2021, lorsque la Somalie a rejoint la Coalition pour l'alimentation scolaire, s'engageant à respecter les objectifs de la Coalition visant à améliorer l'éducation et à favoriser le développement du capital humain sur le long terme. En 2022, le gouvernement somalien a défini trois objectifs ambitieux dans le cadre de son engagement national :

1. Finaliser et mettre en œuvre la Politique nationale d'alimentation scolaire, en l'intégrant dans des documents stratégiques clés, tels que le Plan stratégique du secteur de l'éducation (2022–2026) et le Plan national de transformation suivant (2025–2029). Depuis cet engagement initial, la Somalie a finalisé sa Politique nationale d'alimentation scolaire.

³ [Rapport sur le développement humain 2023-2024 : Rompre l'impasse : repenser la coopération dans un monde polarisé](#)

⁴ [Éducation | UNICEF Somalie](#)

⁵ [\[Drought in Somalia \(Sécheresse en Somalie\)\] | \[educationcluster.net\]](#)

2. Mettre en place un mécanisme de coordination multisectorielle incluant de nouveaux partenaires – en particulier du secteur privé – pour appuyer le programme sur les plans technique et financier.

3. Plaider en faveur des repas scolaires afin de sensibiliser à leur importance pour améliorer l'éducation et lutter contre la malnutrition.

Les repas scolaires sont désormais une priorité de la politique nationale, intégrée dans les politiques d'éducation et de protection sociale. Pour renforcer davantage la coordination intersectorielle, la Somalie a organisé une table ronde multisectorielle à Mogadiscio en août 2023, au cours de laquelle les ministères de l'Éducation, de l'Agriculture et des Finances ont signé une Déclaration d'engagement pour établir des mécanismes de coordination interministérielle et élaborer une feuille de route pour la mise en œuvre du programme national d'alimentation scolaire basé sur les produits locaux.⁶ En septembre 2023, ces ministères ont adopté une vision nationale visant à fournir des repas scolaires à tous les élèves des écoles primaires publiques d'ici à 2030, marquant une étape importante vers un programme durable, dirigé par le gouvernement.

Début 2025, le ministère de l'Éducation a finalisé la Politique nationale d'alimentation scolaire, et des efforts sont en cours pour en assurer la diffusion à l'échelle nationale.

Afin de mobiliser le soutien technique et financier nécessaire, la Somalie a coorganisé une conférence des donateurs pour le programme national d'alimentation scolaire, en partenariat avec la Finlande et la France. Il s'agissait de l'une des premières actions de plaidoyer de la Coalition pour l'alimentation scolaire au niveau national.⁷ À l'issue de ces démarches, la France a annoncé une contribution de 3,5 millions d'euros pour soutenir le redémarrage du programme somalien après une baisse des financements.

Grâce à son programme d'alimentation scolaire et à son engagement actif au sein de la Coalition pour l'alimentation scolaire, la Somalie répond à des besoins immédiats tout en jetant les bases de la stabilité sociale et économique.

En mettant en avant les repas scolaires dans le Plan national de transformation (2025–2029), la Somalie a érigé l'alimentation scolaire en pilier central de sa stratégie de résilience et de développement du capital humain.

⁶ [Le gouvernement de Somalie crée des partenariats pour développer les services d'alimentation scolaire | Coalition pour l'alimentation scolaire](#)

⁷ [Déclaration commune de résultats : conférence des bailleurs pour promouvoir le capital humain par l'alimentation scolaire en Somalie](#)

Étude de cas

Réforme de la nutrition scolaire en Ukraine dans un contexte de guerre, se préparer à la reprise

Sous l'impulsion de la Première Dame, Olena Zelenska, la réforme de l'alimentation scolaire en Ukraine est devenue l'une des priorités majeures pour garantir aux enfants un environnement éducatif sûr et un filet de protection sociale nutritionnel. Depuis son lancement en 2020, cette initiative bénéficie d'un fort soutien politique et financier de la part des agences gouvernementales et des partenaires nationaux et internationaux.

La guerre en Ukraine a plongé quelque 5 millions de personnes dans l'insécurité alimentaire à travers le pays, aggravée par une baisse significative de l'accès des élèves aux repas scolaires. En temps de guerre, le bien-être des enfants et des adolescents est particulièrement crucial, nombre d'entre eux subissant des traumatismes psychologiques exacerbés par la précarité des conditions de vie et l'accès irrégulier à la nourriture.

En octobre 2023, l'Ukraine a rejoint la Coalition pour l'alimentation scolaire, et le Cabinet des ministres a approuvé la Stratégie de réforme du système d'alimentation scolaire pour la période 2023–2027. Cette stratégie est devenue la base des programmes régionaux et a aidé les collectivités à définir leurs priorités.

La réforme de l'alimentation scolaire repose sur quatre objectifs stratégiques :

- renforcer les capacités financières et institutionnelles des collectivités pour mettre en œuvre la réforme ;
- moderniser les infrastructures des blocs alimentaires⁸ et mettre en œuvre différents modèles d'organisation des repas, notamment les cuisines de base, les cuisines relais et les cuisines centrales ;
- renforcer les ressources humaines et créer des pôles culinaires pour la formation du personnel de restauration ;
- promouvoir de meilleures habitudes alimentaires chez les élèves et sensibiliser les élèves, les parents et les parties prenantes à une alimentation saine et de qualité.

Le gouvernement ukrainien poursuit ses efforts pour instaurer une politique d'alimentation scolaire gratuite. Pour soutenir cette démarche, l'Ukraine et le Consortium de recherche de la Coalition pour l'alimentation scolaire, avec l'appui du Bureau de pays de l'OMS en Ukraine, de son Bureau régional pour l'Europe et du PAM, ont élaboré une note de synthèse afin de traduire les données probantes existantes sur la gratuité universelle des repas scolaires

⁸ « Blocs alimentaires » est le terme utilisé par le gouvernement pour désigner les cantines scolaires.

en mesures concrètes. Cette note examine la mise en œuvre et l'extension des programmes d'alimentation scolaire dans le contexte de la reconstruction post-conflit de l'Ukraine.

En septembre 2024, plus de 800 000 élèves bénéficiaient de repas scolaires, soit une hausse significative par rapport aux années précédentes, en dépit des défis persistants liés à la guerre. Les élèves issus de groupes vulnérables ont été prioritaires et ont reçu des repas gratuits financés localement.

Depuis la mise en place du soutien de l'État (depuis octobre 2024) :

- à l'initiative du président de l'Ukraine, des repas chauds gratuits ont été offerts à tous les élèves de l'enseignement primaire grâce à une subvention du budget de l'État ;
- environ 48 millions de dollars américains ont été alloués pour nourrir plus d'un million d'élèves de primaire ; et
- le nombre total d'élèves recevant des repas chauds est passé à 1 603 000.

L'Ukraine prévoit désormais d'étendre le programme à l'échelle nationale. Dès 2025, plus de 450 000 élèves du secondaire dans les régions de première ligne bénéficieront de repas scolaires gratuits, avec une extension prévue à tous les niveaux scolaires d'ici 2026, rapprochant ainsi le pays de l'objectif d'une alimentation scolaire universelle et équitable.

Des mesures exceptionnelles ont été prises pour ne pas laisser les enfants les plus vulnérables de côté : des écoles souterraines ont été construites dans plusieurs villes proches du front afin d'offrir aux élèves des conditions d'apprentissage en présentiel plus sûres malgré la menace de frappes aériennes. Dans le cadre des efforts de relèvement post-conflit, un programme robuste d'alimentation scolaire peut aussi servir de catalyseur pour dynamiser l'agriculture nationale et, plus largement, l'économie.

Le gouvernement ukrainien a également activement promu la réforme de l'alimentation scolaire dans différents forums internationaux. En novembre 2024, l'Ukraine a organisé à Kyïv le tout premier Sommet régional européen sur l'alimentation scolaire, réunissant plus de 500 participants, dont des représentants de plus de 20 pays.

La réforme de l'alimentation scolaire s'inscrit dans le cadre plus large des réformes numériques. En 2022, l'Ukraine a revu sa législation sur les marchés publics afin d'améliorer le système public et de renforcer la transparence des informations. Les achats publics, y compris ceux liés à l'alimentation scolaire, s'effectuent désormais via une plateforme électronique, *Prozorro Market*, soigneusement surveillée et contrôlée par les instances d'audit compétentes.

Prozorro Market est une plateforme d'achats électroniques initialement développée en 2016 par des militants civiques ukrainiens et des partenaires internationaux. Elle a ensuite été adoptée par le ministère du Développement économique et du Commerce. Elle simplifie les procédures d'achat public en offrant un catalogue centralisé de fournisseurs et de produits préqualifiés. Ce système permet des cycles d'achat plus rapides, en supprimant la nécessité de rédiger une documentation complexe et de qualifier chaque fournisseur.